

19 AOUT 2024

Arrêté n° 856/2024/DREAL/UD88 du

**mettant en demeure la société MEA INDUSTRIES, située à Saint-Dié-des-Vosges
de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement**

**LA PRÉFÈTE DES VOSGES
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8, le livre V, titre Ier du code de l'environnement et notamment ses articles L. 514-5 et L. 512-11 et le livre V, titre IV du code de l'environnement et notamment ses articles D. 541-360 à D. 541-364 ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022, portant nomination de la préfète des Vosges, Mme Valérie MICHEL-MOREAUX ;
- Vu le décret n° 2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2816/2004 du 23 novembre 2004 modifié autorisant la société MEA INDUSTRIES à poursuivre l'exploitation de ses activités exercées dans son établissement situé sur le territoire de la commune de Saint-Dié-des-Vosges ;
- Vu le rapport en date du 11 juillet 2024 suite à la visite de l'inspection des installations classées du 27 juin 2024, transmis à la société MEA INDUSTRIES, par courrier conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu le projet d'arrêté de mise en demeure, transmis par courrier à la société MEA, en date du 11 juillet 2024 ;
- Considérant que la voie de circulation en extérieur du site où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement n'est pas associée à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement ;
- Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article D. 541-361 du code de l'environnement ;
- Considérant que les procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels ne sont pas mises en œuvre ;
- Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article D. 541-362 du code de l'environnement ;
- Considérant que les audits des procédures par un organisme accrédité ne sont pas réalisés ;
- Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article D. 541-364 du code de l'environnement ;
- Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société MEA INDUSTRIES de respecter les dispositions des articles D. 541-361, D. 541-362 et D. 541-3614 du Code de l'Environnement ;

Considérant que la société MEA INDUSTRIES, n'a pas émis d'observation au projet d'arrêté de mise en demeure, qui lui a été transmis le 11 juillet 2024 par l'inspection des installations classées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Vosges,

Arrête

Article 1 - La société MEA INDUSTRIES située 25 avenue Jean Prouvé à Saint-Dié-des-Vosges (88100) est mise en demeure de respecter les dispositions des articles D. 541-361, D. 541-362 et D. 541-364 du Code de l'Environnement.

Pour ce faire, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit :

- associer la zone de circulation des chariots élévateurs en extérieur à des dispositifs de confinement et de récupération sous un délai de trois mois ;
- rédiger et mettre en œuvre les procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement sous un délai de trois mois ;
- réaliser l'audit des procédures par un organisme certificateur habilité et mettre à disposition du public une synthèse du rapport d'audit sur son site internet sous un délai de six mois.

Article 2 - La société MEA INDUSTRIES, informera la Préfète des Vosges et l'inspection des installations classées de la réalisation de la mise en conformité stipulée à l'article 1 et transmettra les justificatifs adéquats dans les meilleurs délais en fonction de leur réalisation et au maximum un mois après les obligations susvisées.

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 de cet arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais fixés à compter de la signature du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société MEA INDUSTRIES, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée au maire de la commune de Saint-Dié-des-Vosges et à la sous-préfète de Saint-Dié-des-Vosges.

Fait à Épinal, le 19 AOÛT 2024.

La préfète,

Par délégation, le Sous-Préfet,
Secrétaire Général

David PERCHERON

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.